


La France est mieux lotie que la plupart des pays développés

Le revenu moyen du 1 % le plus riche a pourtant progressé de 98 % entre 1983 et 2014, contre 31 % pour le reste de la population

 On a beaucoup glosé sur le pessimisme des Français. Leur crainte face à la mondialisation, leur tendance, selon la formule de l'économiste Jean Pisani-Ferry, " *à dépendre systématiquement le gris en noir* ". Dans une enquête réalisée par France stratégie en 2016, un tiers d'entre eux s'inquiétait de sombrer un jour dans la pauvreté. Une déprime d'autant plus paradoxale que l'Hexagone demeure l'un des Etats les plus égalitaires au monde. Malgré un chômage élevé, les antagonismes sociaux y sont beaucoup moins prononcés qu'aux Etats-Unis, la distribution des revenus plus équilibrée. A quoi tient le malaise français ?

Certes, relève le rapport sur les inégalités publié jeudi 14 décembre par WID.world, la France est mieux lotie que la plupart des pays développés. Sur un siècle, la recomposition a été spectaculaire. En 1900, les 10 % les plus riches captaient la moitié du revenu national et 85 % du patrimoine. En 2014, ils ne détenaient plus que la moitié de ce dernier et un tiers du revenu. Les deux guerres mondiales ont rebattu les cartes : plus exposées aux faillites et aux aléas financiers, les grandes fortunes se sont étioilées. Parce qu'elle avait moins à perdre et plus à gagner, la classe moyenne, auparavant inexistante, a vu le jour. A partir de 1968, le niveau de vie des plus pauvres s'est également amélioré. Une tendance qui a duré jusqu'en 1983. C'est à ce moment-là que la trajectoire s'est inversée.

Avec " le tournant de la rigueur ", sous le premier quinquennat de François Mitterrand, les salaires ont cessé d'être indexés sur les prix. L'évolution des rapports de force dans le monde du travail et l'aggravation du chômage ont creusé les écarts. Pour une écrasante majorité de Français, les " trente glorieuses " ont pris fin. Pas pour tous : d'après le rapport, le revenu moyen du 1 % le plus aisé (un peu plus de 500 000 familles) a progressé de 98 % entre 1983 et 2014, contre 31 % pour le reste de la population. Selon les derniers décomptes, les 50 % les plus pauvres ne se partagent aujourd'hui qu'un petit quart du revenu national et à peine 6,3 % du patrimoine.

La classe moyenne s'est maintenue essentiellement grâce à la hausse des prix des logements. Contrairement aux plus fortunés dont la richesse est, depuis les années 1990, majoritairement composée d'actifs financiers, les 40 % du milieu ont tiré ces dernières décennies l'essentiel de leur prospérité de l'immobilier. Dans les années 2000, sa valeur a grimpé beaucoup plus vite que les prix à la consommation. Mais si cette explosion a entraîné une redistribution de la richesse pour certains, elle a aussi aggravé les difficultés d'accès au logement des autres, les classes populaires et les familles dénuées de patrimoine.

" *On ne comprend pas les inégalités en France, les tensions sociales ou le vote FN, si on se focalise sur les plus hauts revenus. Il faut appréhender l'ensemble, souligner surtout que les plus pauvres s'appauvrissent* ", insiste Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités. Pour corriger le tir, une arme a fait ses preuves : l'impôt progressif. Après 2012, quand l'exécutif dirigé par Hollande a durci la taxation, les écarts de fortunes se sont réduits.

Disparités régionales

Mais parce qu'elle a aussi plombé la reprise, la méthode a ses détracteurs. " *L'impôt progressif est trop punitif* ", estime l'économiste Jean-Marc Daniel. Il pousserait les plus fortunés à plier bagage. Par ailleurs, souligne Mathieu Plane, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), la fiscalité ne joue qu'un rôle mineur dans la réduction des inégalités. " *Le montant de l'impôt sur le revenu est cinq fois supérieur à celui des aides au logement, alors que ses effets redistributifs sont moindres* ", note le chercheur.

La dépense publique pèse davantage en raison des coûts de la prise en charge de l'éducation, de la santé et des minimas sociaux. L'actuel gouvernement rognera-t-il dessus pour financer ses réformes ? Comment seront compensées la suppression de l'impôt sur la fortune, l'instauration d'un prélèvement forfaitaire unique de 30 % sur les revenus du capital, la baisse de l'impôt sur les sociétés et la presque disparition de la taxe d'habitation ? Quels effets auront ces mesures sur l'emploi et modèle redistributif français ? Il est encore trop tôt pour le dire.

Les inégalités, de plus, ne s'apprécient pas seulement en termes monétaires. Les disparités régionales, le clivage entre villes et périphéries, les discriminations liées au genre, à l'âge, à l'origine... elles aussi nourrissent le fameux pessimisme français.

élie Barthet

© Le Monde

